

M. WOOD: Je le regrette, mais je n'ai pas compris l'honorable député. Je félicite aussi l'honorable représentant de Haldimand (M. Senn) pour la part qu'il a prise ce soir à la défense du cultivateur. Il était tout à fait sincère dans l'exposé de sa cause et je partage l'intérêt qu'il témoigne envers la classe agricole, en ce qui concerne la pénurie de main-d'œuvre. J'aurais aimé toutefois qu'il eût parlé un peu plus longuement et qu'il eût proposé une solution quelconque. Naturellement, il est très facile de critiquer, mais ce que nous désirons, c'est une solution aux problèmes qui nous affrontent.

M. HOMUTH: C'est un tâche qui vous incombe, car vous détenez le pouvoir.

M. WOOD: Si nous nous en acquittons aussi bien cette année que par les trois dernières années, nous aurons lieu d'en être fiers.

M. HOMUTH: Demandez au cultivateur ce qu'il en pense.

M. WOOD: J'aimerais donner un aperçu de la situation actuelle, telle que je la vois. Le Canada vient d'avoir une des plus belles récoltes de son histoire, et même si la moisson n'est pas abondante cette année, ses réserves lui permettront, je crois, de maintenir sa production de viande, pour laquelle il a un débouché outre-mer. Notre blé et nos céréales ne trouvent que des débouchés limités et nous sommes par conséquent très heureux de disposer d'une vaste réserve de céréales qui nous permet de maintenir notre production de viande.

L'honorable représentant de Haldimand a mis en doute l'explication donnée hier soir par le premier ministre (M. Mackenzie King) au sujet de la situation du beurre, et, à mon sens, l'honorable député n'a pas été très juste. Nous n'exportons pas de beurre, il est vrai, mais nous exportons du gras de beurre sous forme de fromage, et nul n'est plus au courant de ce fait que l'honorable représentant de Haldimand. Il aurait dû, s'il tenait à être juste non seulement envers lui-même mais aussi envers la Chambre, compléter sa déclaration à cet égard en donnant l'explication que je viens de mentionner. La situation relative au beurre est semblable à celle que nous constatons en ce qui concerne le bœuf. Nous n'exportons pas de bœuf, mais nous livrons aux Etats-Unis quelque 200,000 têtes de bétail par année. Ces livraisons se font en vertu de l'accord de réciprocité que le présent Gouvernement a conclu, en 1935, avec les Etats-Unis. Cet accord a fait plus, au cours des quelques dernières années, pour le maintien du revenu agricole que toute autre initiative.

Qu'on me permette de résumer les progrès réalisés jusqu'ici relativement au revenu agricole dans l'économie nationale. L'honorable député de Haldimand (M. Senn) s'inquiète beaucoup du fait que se basant sur le prix reçu par le cultivateur pour ses produits, l'agriculture n'obtient pas, selon lui, une proportion suffisante du revenu national. Les pourcentages donnés quant à la part de l'agriculture dans le revenu national et l'assertion qu'ils ne représentent qu'une faible partie de l'ensemble ne m'impressionnent pas outre mesure, parce que l'honorable député vit peut-être, en esprit au temps de Christophe Colomb, où le revenu agricole constituait tout le revenu national. Nous faisons des progrès, nous possédons des aciéries et diverses entreprises industrielles, il ne faut pas l'oublier, et de ce fait, la proportion du revenu agricole comparée au revenu national n'est pas si grande. L'honorable préopinant aurait dû signaler par contre qu'un tiers de la population touchait de l'agriculture telle proportion du revenu national, parce que plusieurs agriculteurs ont d'autres sources de revenus que leurs fermes. Ce fait est digne de considération. Comme cultivateur, il m'intéresse de savoir si le cultivateur reçoit plus aujourd'hui qu'en 1939. Voilà la question. Le cultivateur est indifférent aux revenus des autres dans la mesure où il obtient sa part. La richesse d'autrui me laisse froid, pourvu que j'aie moi-même de quoi me satisfaire.

L'hon. M. ROWE: Que payez-vous de plus?

M. WOOD: Je sais qu'à la fin de la dernière guerre, le coût de la vie avait augmenté de 20 p. 100, tandis qu'aujourd'hui, grâce aux restrictions imposées à la hausse des prix, l'augmentation n'est que de 2 p. 100.

L'hon. M. ROWE: Mais le cultivateur touchait également 40 p. 100 de plus pour ses produits.

M. WOOD: Oui, mais quel en a été l'avantage? Cette situation n'a fait que convaincre le cultivateur qu'il pouvait accumuler les dettes tant privées que publiques. C'est précisément une des choses que nous voulons éviter par le régime de contrôle des prix. Pour 1942, le revenu national est estimé à environ 7 milliards, dont les ouvriers ont touché environ 4,150 millions de dollars, soit 63 p. 100. Cette année, d'après les calculs estimatifs préparés par le ministère de l'Agriculture, que j'ai sous les yeux, la classe agricole touchera en espèces 1,080 millions de dollars, auxquels s'ajouteront 90 millions de subsides, ce qui forme un total global de 1,100 millions de dollars. Son coût de production s'établira à environ 350 millions. Voici cependant ce que je désire signaler. Le